

De LRM à LDM : La dictature en marche

jeudi 1er septembre 2022, par [Jacques COTTA](#)

Prenant modèle sur la gestion de la crise sanitaire, Emmanuel Macron vient de décider que la crise énergétique serait gérée en Conseil de Défense (couverte par le secret défense, donc).

De quoi s'agit-il ?

- La crise énergétique, c'est la conséquence de la politique macronienne européiste et atlantisme qui fait de l'énergie un simple produit spéculatif.
- La crise énergétique, c'est le démantèlement d'EDF, sa partie rentable allant au privé, sa partie déficitaire restant dans le giron de l'État.
- La crise énergétique, c'est la destruction du tarif réglementé dont l'augmentation ne présente qu'un avantage pour les opérateurs privés qui peuvent demeurer concurrentiels en montant leurs prix.
- La crise énergétique, c'est la folie des sanctions contre les Russes qui pénalisent le peuple français lorsqu'elles enrichissent Poutine.

En résumé, la crise énergétique, c'est simplement Macron, sa politique, ses décisions.

La dictature, voilà la direction dans laquelle nous engage Emmanuel Macron !

Pour camoufler ses responsabilités et apparaître comme un sauveur providentiel, le président décide de gérer cette crise sur le mode « Covid ». Il cherche ainsi à s'exclure du champ du débat démocratique muselant la représentation nationale, les députés étant réduits à jouer le rôle de tristes marionnettes qui semble leur convenir fort bien.

C'est donc un **comité de défense** qui devrait présider à notre avenir énergétique, prendre les décisions, nous abreuver de chiffres et prévisions invérifiables, en fonction de l'intérêt du moment.

À la mode « Covid » donc, voilà ce que cela pourrait donner :

> On nous obligeait hier à signer des auto-autorisations de sortie.

On nous contraindra demain à signer des autodécisions de coupure d'électricité et de restriction de gaz.

> On nous obligeait hier à porter le masque.

On nous contraindra demain à enfiler pull sur pull en fonction des prévisions météo ;

> On nous obligeait hier à des « gestes barrières ».

On nous contraindra demain à nous serrer bien fort dans les transports en commun pour partager notre chaleur.

Et à la mode « Covid », tout cela pourrait se dérouler dans le cadre d'un « **état d'urgence énergétique** », avec **lois d'exception** à l'appui, et **secret défense** de rigueur.

En réalité, nous basculons bien d'un état démocratique autoritaire à un état dictatorial où le pouvoir s'exercera dans la discrétion totale, et dans l'ombre des cabinets privés à la MacKinsey.

Représentation nationale et souveraineté ne seront que de vagues souvenirs face à un pouvoir personnel exercé par un homme, Bonaparte de pacotille, entouré de sa société du 10 décembre, faite de copains et de coquins.

Il n'y a là aucun complotisme, juste le constat d'une réalité qui risque bien de se répéter de façon décuplée. Pendant ce temps, l'opposition de gauche se perd dans des gesticulations aussi grotesques que choquantes. Après « les hommes enceints », voilà que la NUPES, FI et verts notamment, se perd dans les barbecues et que Sandrine Rousseau et Clémentine Autain rivalisent de stupidité indécente. Pour cette dernière, il existe « une différence entre les sexes, très forte » dans le rapport à la viande, et « si on veut aller vers l'égalité, il faut en effet s'attaquer au virilisme ».

Si ce n'était risible tellement c'est grossier et stupide, on pourrait trouver entre la gauche et la macronie un point commun. Macron veut nous imposer une dictature générale, la gauche se contentant de la dictature culinaire qui concerne le poids de la viande autorisé à la consommation et son mode de cuisson...

Si seulement les mois d'hiver qui s'annoncent pouvaient remettre tout ce beau monde à sa place, dans les poubelles de l'histoire... Tout est possible.

Jacques Cotta

Le 1er septembre 2022